

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ
23 ΔΕΚΕΜΒΡΙΟΥ 1982

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ
151

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1308

Κύρωση του Πρωτοκόλλου στή Συμφωνία γιά τήν εισαγωγή αντικειμένων εκπαιδευτικού, επιστημονικού ή μορφωτικού χαρακτήρα πού υπογράφηκε στό Ναϊρόμπι στίς 26 Νοεμβρίου 1976 μαζί μέ τά Παραρτήματά του.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυρούμεν καί εκδίδομεν τόν κατωτέρω υπό τής Βουλής ψηφισθέντα νόμον.

Ἄρθρο πρῶτο.

Κυρώνεται καί ἔχει τήν ἰσχύ πού ὁρίζει τό ἄρθρο 28 παρ. 1 τοῦ Συντάγματος τό πρωτόκολλο στή Συμφωνία γιά τήν εἰσαγωγή ἀντικειμένων ἐκπαιδευτικοῦ, ἐπιστημονικοῦ ἤ μορφωτικοῦ χαρακτήρα πού ὑπογράφηκε στό Ναϊρόμπι στίς 22 Νοεμβρίου 1976 μαζί μέ τά Παραρτήματά του, τῶν ὁποίων τό κείμενο σέ πρωτότυπο στή Γαλλική γλώσσα καί σέ μετάφραση στήν Ἑλληνική ἔχει ὡς ἑξῆς:

Protocole à l'Accord
pour l'importation des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel

Adopté par la
Conférence générale
de l'Unesco à Nairobi
en 1976

Les Etats contractants parties à l'Accord pour l'importation d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel, adopté par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture à sa cinquième session, tenue à Florence en 1950.

Réaffirmant les principes sur lesquels est fondé cet Accord, ci-après dénommé l'«Accord»,

Considérant que cet Accord s'est révélé comme un instrument efficace pour abaisser les barrières douanières et réduire les autres restrictions économiques qui font obstacle à l'échange des idées et des connaissances,

Considérant, néanmoins, que dans le quart de siècle qui a suivi l'adoption de l'Accord, les progrès techniques réalisés ont modifié les modalités de la transmission des informations et du savoir qui est l'objectif fondamental de cet Accord,

Considérant en outre que, pendant cette période, l'évolution qui s'est produite dans le domaine du commerce international s'est, en général, traduite par une libéralisation accrue des échanges,

Considérant que, depuis l'adoption de l'Accord, la situation internationale a profondément changé du fait du développement de la communauté internationale, en raison notamment de l'accession à l'indépendance de nombreux Etats,

Considérant qu'il convient de prendre en considération les besoins et les préoccupations des pays en voie de développement en vue de leur faciliter un accès facile et moins onéreux à l'éducation, à la science, à la technologie et à la culture,

Rappelant les dispositions de la Convention, concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher

l'exportation temporaire des objets de caractère éducatif, scienti-adoptée par la Conférence générale de l'Unesco en 1970, et celles de la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, adoptée par cette Conférence générale en 1972,

Rappelant, par ailleurs, les conventions douanières conclues sous les auspices du Conseil de coopération douanière, avec le concours de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, en matière d'importation temporaire des objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel.

Convaincus qu'il y a lieu de prendre des dispositions nouvelles et que de telles dispositions apporteront une contribution encore plus efficace au développement de l'éducation, de la science et de la culture qui constituent des bases essentielles du progrès économique et social,

Rappelant la résolution 4.112 adoptée par la Conférence générale de l'Unesco à sa dix-huitième session,

Sont convenus de ce qui suit :

I

1. Les Etats contractants s'engagent à étendre aux objets visés dans les annexes A, B, D et E ainsi que, lorsque ces annexes n'ont pas fait l'objet d'une déclaration en vertu du paragraphe 16.a ci-dessous, dans les annexes C.I.F.G. et I au présent Protocole, l'exemption des droits de douane et autres impositions à l'importation ou à l'occasion de l'importation, prévue à l'article premier, paragraphe 1, de l'Accord, lorsque ces objets répondent aux conditions fixées par ces annexes et sont des produits d'un autre Etat contractant. .

2. Les disposistions du paragraphe premier du préssent Protocole n'empêcheront pas un Etat contractant de percevoir sur les objets importés :

a) Des taxes ou autres impositions intérieures de quelque nature qu'elles soient, perçues lors de l'importation ou ultérieurement, à la condition qu'elles n'excèdent pas celles qui frappent directement ou indirectement les produits nationaux similaires.

b) Des redevances et impositions autres que les droits de douane, perçues par les autorités gouvernementales ou administratives à l'importation ou à l'occasion de l'importation, à la condition qu'elles soient limitées ou coût approximatif des services rendus et qu'elles ne constituent pas une protection indirecte des produits nationaux ou des taxes de caractère fiscal à l'importation.

II

3. Par dérogation au paragraphe 2.a du présent Protocole, les Etats contractants s'engagent à ne pas percevoir sur les objets ci-après des taxes ou autres impositions intérieures de quelque nature qu'elles soient, perçues lors de l'importation ou ultérieurement :

a) Lives et publications destinés aux bibliothèques visées au paragraphe 5 du présent Protocole :

b) Documents officiels, parlementaires et administratifs publiés dans leur pays d'origine :

c) Lives et publications de l'Organisation des Nations Unies et de ses institutions spécialisées;

d) Livres et publications reçus par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture et distribués gratuitement par ses soins ou sous son contrôle sans pouvoir faire l'objet d'une vente;

e) Publications destinées à encourager le tourisme endehors du pays d'importation, envoyées et distribuées gratuitement;

f) Objets destinés aux avengles et autres personnes physiquement ou mentalement handicapées :

i. Livres, publications et documents de toutes sortes, en relief, pour avengles;

ii. Autres objets spécialement conçus pour le développement éducatif, scientifique ou culturel des aveugles et autres personnes physiquement ou mentalement handicapées, importés directement par des institutions ou organisations qui assurent leur éducation ou leur fournissent une assistance et qui sont agréées par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise.

III

4. Les Etats contractants s'engagent à ne pas percevoir sur les objets et matériels visés dans les annexes au présent Protocole les droits de douane, impositions à l'exportation ou à l'occasion de l'exportation et autres impositions intérieures, de quelque nature qu'elles soient, perçues sur ces objets et matériels lorsqu'ils sont destinés à être exportés à d'autres Etats contractants.

IV

5. Les Etats contractants s'engagent à étendre l'octroi des devises et/ou des licences nécessaires, prévu à l'article II, paragraphe I, de l'Accord, à l'importation des objets, ci-après :

a) Livres et publications destinés aux bibliothèques d'utilité publique, à savoir :

i. Bibliothèques nationales et autres bibliothèques principales de recherche;

ii. Bibliothèques iniversitaires, générales et spéciales, y compris les bibliothèques d'universités, les bibliothèques de collèges universataires, les bibliothèques d'instituts et les bibliothèques universitaires ouvertes au public;

iii. Bibliothèques publiques;

iv. Bibliothèques scolaires;

v. Bibliothèques spécialisées, au service d'un groupe de lecteurs formant une entité ayant des sujets d'intérêt particuliers et identifiables, telles que les bibliothèques d'un service gouvernemental, les bibliothèques d'une administration publique, les bibliothèques d'entreprises et les bibliothèques d'associations professionnelles;

vi. Bibliothèques pour handicapés et à l'usage des personnes ne pouvant se déplacer, telles que les bibliothèques pour aveugles, les bibliothèques d'hôpitaux et les bibliothèques de prisons;

vii. Bibliothèques de musique, y compris les discothèques.

b) Livres adoptés ou recommandés comme manuels dans les établissements d'enseignement supérieur et importés par ces établissements.

c) Livres en langues étrangères, à l'exclusion des livres dans la ou les langues autochtones principales du pays d'importation.

d) Films, diapositives, bandes vidéo et enregistrements sonores de caractère éducatif, scientifique ou colturel, importés par des organisations agréées par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise.

V

6. Les contractants s'engagent à étendre l'octroi des facilités prévues à l'article III de l'Accord au matériel et aux fournitures importés exclusivement pour être

exposés dans le cadre d'une exposition publique d'objets de caractère éducatif, scientifique ou culturel agréée par les autorites compétentes du pays d'importation et destines à être réexportés ultérieurement.

7. Aucune disposition du paragraphe précédent n' empêchera les autorités du pays d'importation de prendre les mesures nécessaires pour s'assurer que le matériel et les fournitures en question seront réexportés lors de la clôture de l'exposition.

VI

8. Les Etats contractants s'engagent :

a) A étendre à l'importarion des objets visés par le présent Protocole les dispositions de l'article IV de l'Accord;

b) A encourager par des mesures appropriées la circulation et la distribution des objets et matériels de caractère èducatif, scientifique et culturel produits dans les pays en voie de développement.

VII

9. Aucune disposition du présent Protocole ne saurait aliéner le droits des Etats contractants de prendre, en vertu de leurs législations nationales des mesures destinées à interdire ou à limiter l'importation, ou la circulation après leur importation, de certains objets, lorsque ces mesures sont fondées sur des motifs relevant directement de la sécurité nationale, de la moralité ou de l'ordre publie de l'Etat contractant.

10. Nonobstant toutes autres dispositions du présent Protocole, un pays en développement, qui est défini comme tel par l'usage établi de l'Assemblée générale des Nations Unies et qui est partie à ce Protocole, peut suspendre ou restreindre les obligations résultant de ce Protocole et concernant l'importation de tout objet ou materiel si cette importation cause ou menace de causer un grave préjudice à l'industrie indigène naissante de ce pays en développement. Le pays en question appliquera cette mesure de manière non discriminatoire. Il informera le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture de toute mesure de ce genre. autant que possible avant son entrée en vigueur, et le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture en informera toutes les parties au Protocole.

11. Le présent Protocole ne saurait porter atteinte ou entaîner des modifications aux lois et réglements d'un Etat contractant, ou aux traités, conventions, accords ou proclamations auxquels un Etat contractant aurait souscrit, en ce qui concerne la protection du droit d'auteur ou de la propriété industrielle y compris les brevets et les marques de fabrique.

12. Les Etats contractants s'engagent à recourir aux voies de négociations ou de conciliation pour régler tout différent relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Protocole, sans préjudice des dispositions conventionnelles antérieures auxquelles ils auraient pu souscrire quant au règlement de conflits qui pourraient survenir entre cux.

13. En cas de contestation entre Etats contractants sur le caractère éducatif, scientifique ou culturel d'un objet importé, les parties intéressées pourront, d'un commun accord, demander un avis consultatif au Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

VIII

14. a) Le présent Protocole, dont les textes anglais et français font également foi, portera la date de ce jour et sera ouvert à la signature de tout Etat partie à l'Accord, ainsi qu'à celle des unions douanières ou économiques, sous réserve que tous les Etats membres les constituant soient également parties audit Protocole.

Les termes «Etat» ou «pays» utilisés dans le présent Protocole, ou dans le Protocole visé au paragraphe 18, sont réputés se référer, selon qu'il résulte du contexte également aux unions douanières ou économiques et, dans toutes les matières relevant de la compétence de ces dernières eu égard au champ d'application du présent Protocole, à l'ensemble des territoires des Etats membres les constituant, et non au territoire de chacun de ces Etats.

Il est entendu, en devenant Partie contractante au présent Protocole, ces unions douanieres ou économiques appliqueront également les dispositions de l'Accord sur la même base que celle qui est prévue au paragraphe précédent en ce qui concerne le Protocole.

b) Le présent Protocole sera soumis à la ratification ou à l'acceptation des Etats signataires conformément à leur procédure constitutionnelle.

c) Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

15. a) Il pourra être adhéré au présent Protocole par les Etats visés au paragraphe 14.a non signataires du présent Protocole.

b) L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument formel auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

16. a) Les Etats visés au paragraphe 14.a du présent Protocole pourront, au moment de la signature, de la ratification, de l'acceptation ou de l'adhésion, déclarer qu'ils ne seront pas liés par la partie II, la partie IV, l'annexe C.I., l'annexe F. l'annexe G et l'annexe H, ou par l'une quelconque de ces parties ou de ces annexes. Ils peuvent également déclarer qu'ils ne seront lies par l'annexe C.I. qu'à l'égard des Etats contractants qui auront eux-mêmes accepté cette annexe.

b) Tout Etat contractant ayant fait une telle déclaration peut, à tout moment, la retirer, en totalité ou en partie, par une notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, en précisant la date à laquelle ce retrait prend effet.

c) Les Etats qui auront déclaré, conformément à l'alinéa à du présent paragraphe, qu'ils ne seront pas liés par l'annexe C.I. seront obligatoirement liés par l'annexe C.2. Ceux qui auront déclaré qu'ils ne seront liés par l'annexe C.I. qu'à l'égard des Etats contractants qui auront eux-mêmes accepté cette annexe seront obligatoirement liés par l'annèxe C.2 à l'égard des Etats contractants qui n'auront pas accepté l'annexe C.I.

17. a) Le présent Protocole entrèra en vigueur six mois après le jous du dépôt du cinquième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

b) Il entrera an vigueur pour chaque autre Etat, six mois après la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion.

c) Un mois au plus tard après l'expiration des délais prévus aux alinéas a et b du présent paragraphe. les Etats contractants parties au présent Protocole transmettront à l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture un rapport sur les mesures qu'ils auront prises pour lui donner plein effet.

d) L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture transmettra ce rapport à tous les Etats parties au Protocole.

18. Le Protocole annexé à l'Accord et en faisant partie intégrante, comme prévu à l'article XVII dudit Accord, fait également partie intégrante du présent Protocole et s'applique aux obligations qui en découlent et aux produits qui y sont visés.

19. a) A l'expiration d'un délai de deux ans à partir de l'entrée en vigueur du présent Protocole, tout Etat contractant pourra dénoncer ce Protocole par un instrument écrit et déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

b) La dénonciation prendra effet un an après réception de cet instrument de dénonciation.

c) La dénonciation de l'Accord conformément à son article XIV entraînera dénonciation du présent Protocole.

20. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies informera les Etats visés au paragraphe 14.a ainsi que l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, du dépôt de tous les instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion mentionnés aux paragraphes 14 et 15 des déclarations faites ou retirées en vertu du paragraphe 16; des dates d'entrée en vigueur de ce Protocole en application des paragraphes 17.a et 17.b de même que des dénonciations prévues au paragraphe 19.

21. a) Le présent Protocole pourra être révisé par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. La révision en liera cependant que les Etats qui deviendront partie au Protocole portant révision.

b) Au cas où la Conférence générale adopterait un nouveau Protocole portant révision totale ou partielle du présent Protocole et à moins que le nouveau Protocole n'en dispose autrement, le présent Protocole cesserait d'être ouvert à la signature à la ratification. à l'acceptation ou à l'adhésion à partir de la date d'entrée en vigueur du nouveau Protocole portant révision.

22. Le présent Protocole ne modifie en rien l'Accord.

23. Les annexes A,B, C.1, C.2, D. E, F, G et H font partie intégrante de ce Protocole.

24. Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, le présent Protocole sera enregistré par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies à la date de son entrée en vigueur.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés ont signé le présent Protocole au nom de leurs gouvernements respectifs.

Annexes A

Livres, publications et documents

i. Livres imprimés, quelle que soit la langue dans laquelle ils sont imprimés et quelle que soit l'importance des illustrations qu'ils contiennent, y compris :

a) Les éditions de luxe;

b) Les livres imprimés à l'étranger d'après le manuscrit d'un auteur résidant dans le pays d'importation;

c) Les albums à dessiner ou à colorier destinés aux enfants;

d) Les livres d'exercices (livres-cahiers) destinés aux écoliers qui, outre un texte imprimé, comportent des blancs que ceux-ci doivent remplir;

e) Les recueils de problèmes de mots croisés contenant un texte imprimé;

f) Les illustrations isolées et pages imprimées sous forme de feuillets isolés ou brachés, et les épreuves sur papier ou sur film, destinés à la production de livres.

ii. Documents ou rapports imprimés à caractère non commercial.

iii. Microreproduction des objets visés aux alinéas i et ii de la présente annexe, ainsi que les microreproductions des objets visés aux alinéas i à vi de l'annexe A à l'Accord.

iv. Catalogues de films, d'enregistrements ou de tout autre matériel visuel et auditif de caractère éducatif, scientifique ou culturel.

v. Cartes intéressant des domaines scientifiques tels que la géologie, la zoologie, la botanique, la minéralogie, la paléontologie, l'archéologie, l'éthnologie, la météorologie, la paléontologie, l'archéologie, l'ethnologie, la météorologie, la climatologie et la géophysique, ainsi que les diagrammes météorologiques et géophysiques.

vi. Plans et dessins d'architecture, ou de caractère industriel ou technique, et leurs reproductions.

vii. Matériel publicitaire d'information bibliographique destiné à être distribué gratuitement.

B

Oeuvres d'art et objets de collection, de caractère éducatif scientifique ou culturel.

i. Peintures et dessins, quelle que soit la nature des matières sur lesquelles il sont entièrement exécutés à la main, y compris les copies exécutées à la main, à l'exclusion des objets manufacturès décorés.

ii. Oeuvres d'art originales de céramique et de mosaique sur bois.

iii. Objets de collections et objets d'art destinés aux musées, galeries et autres établissements agréés par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise, sous réserve qu'ils ne puissent être vendus.

C.1

Matériel visuel et auditif

i. Films[1], films fixes, microreproductions et dispositives.

ii. Enregistrements sonores.

iii. Modèles, maquettes et tableaux muraux de caractère éducatif, scientifique et culturel à l'exclusion des maquettes-jouets.

iv. Autre matériel visuel et auditif, tel que :

a) Bandes vidéo, films en kinescope, video-disques, vidéogrammes et autres formes d'enregistrement du son et de l'image;

b) Microcartes, microfiches et supports magnétiques ou autres utilisés par les services d'information et de documentation par ordinateur;

c) Matériel d'ensegnement programmé, parfois sous la forme de présentoirs, accompagné de matériel imprimé correspondant, y compris le matériel sous forme vidéo-cassettes et d'audio-cassettes;

d) Diacopies, y compris celles destinées à la projection directe ou à la lecture sur appareil optique;

e) Hologrammes pour projection par laser;

1. l'importation en franchise de films cinématographiques exposés et développés à des fins de projection ou de vente commerciale publiques peut être limitée aux négatifs, étant entendu que cette limitation ne s'applique pas aux films (y compris les films d'actualités) qui sont admis en franchise aux termes des dispositions de l'annexe C.2 au présent Protocole.

f) Maquettes ou modèles visuels réduits de concepts abstraits tels que structures moléculaires ou formules mathématiques;

g) Jeux multimedia;

h) Matériels de propagande touristique, y compris ceux qui sont produits par des entreprises privées, invitant le publie à effectuer des voyages en dehors du pays d'importation.

(Les exonérations prévues dans la présente annexe C.1 ne s'appliqueront pas aux objets suivants :

a) Supports vierges de mieroreproductions et supports vierges d'enregistrements visuels et auditifs ainsi que leurs emballages spécifiques, tels que cassettes, cartouches, bobines;

b) Enregistrements visuels et auditifs, à l'exclusion des matériels de propagande touristique visés à l'alinéa ià sous h, produits essentiellement à des fins de propagande commerciale par une entreprise commerciale privée ou pour son compte;

e) Enregistrement visuels et auditifs dans lesquels la publicité excède 25 % de la durée. Dans le cas des matériels de propagande touristique visés à l'alinéa ià sous h, ce pourcentage ne concerne que la publicité commerciale privée.).

C.2

Matériel visuel et auditif de caractère éducatif scientifique ou culturel

Sous réserve qu'il soit importé par des organisations (y compris, au gro du pays d'importation, les organismes de radiodiffusion et de télévision) ou par toute autre institution ou association publique ou privée, agréées par les autorités compétentes du pays d'importation pour le recevoir en franchise, ou qu'il soit produit par l'Organisation des Nations Unies ou l'une de ses institutions spécialisées, matériel visuel et auditif de caractère éducatif, scientifique ou culturel, tel que :

i. Films, films fixes, microfilms et diapositives.

ii. Films d'actualités (comportant ou non le son) repérésentant des événements ayant un caractère d' actualité à l'époque de l'importation, et importés aux fins de reproduction, soit sous forme de négatifs, impressionnés et développés, soit sous forme de positifs, exposés et développés, la franchise pouvant être limitée à deux copies par sujet.

iii. Films d'archives (comportant ou non le son) destinés à accompagner des films d'actualités.

iv. Films récréatifs convenant particulièrement aux enfants et aux jeunes.

v. Enregistrements sonores.

vi. Bandes vidéo, films en kinescope, vidéo-disques, vidéogrammes et autres formes d'enregistrement du son et de l'image.

vii. Microcartes, microfiches et supports magnétiques ou autres utilisés par le service d'information et de documentation par ordinateur.

viii. Matériel d'enseignement programmé, parfois sous la forme de présentoirs, accompagné de matériel imprimé correspondant y compris le matériel sous forme de vidéo-cassettes et d'audio-cassettes.

ix. Diacopies, y compris celles destinées à la projection directe ou à la lecture sur appareil optique.

x. Hologrammes pour projection par laser.

xi. Maquettes ou modéles visuels réduits de concepts abstraits tels que structures moléculaires ou formules mathématiques.

xii. Jeux multimedia.

D

Instruments et appareils scientifiques

i. Instruments et appareils scientifiques sous réserve :

a) Qu'ils soient destinés à des établissements scientifiques ou d'enseignement publics ou privés, agréés par les autorités competentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise, ces derniers devant être utilisés à des fins non commerciales sous le contrôle et la responsabilité de ces établissements;

b) Que des instruments ou appareils de valeur scientifiques équivalente ne soient pas présentement fabriqués dans le pays d'importation.

ii. Piéces de rechange, éléments ou accessoires spécifiques s'adaptant aux instruments ou appareils scientifiques, pour autant que ces pièces de rechange, éléments ou accessoires soient importés en même temps que ces instruments ou appareils ou, s'ils sont importés ultérieurement, qu'ils soient reconnaissables comme étant destinés à des instruments ou appareils admis précédemment en franchise ou susceptibles de bénéficier de la faranchise.

iii. Outils à utiliser pour l'entretien, le contrôle, le calibrage ou la réparation des instruments scientifiques, à condition que ces outils soient importés en même temps que ces instruments et appareils ou, s'ils sont importés ultérieurement, qu'ils soient reconnaissables comme étant destinés à des instruments ou appareils admis précédemment en franchise ou susceptibles de bénéficier de la franchise et pour autant, en outre, que des outils de valeur scientifique équivalente ne soient pas fabriqués dans le pays d'importation.

E

Objets destinés aux aveugles et aux autres personnes handicapées

i. Tous objets spécialement conçus pour la promotion éducative, scientifique ou culturelle des aveugles importés directement par des institutions oú organisations d'éducation des aveugles ou d'assistance aux aveugles agréées par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise, y compris :

a) Les livres parlants (disques, cassettes et autres reproductions sonores) et les livres en gros caractères:

b) Les électrophones et lecteurs à cassettes, spécialement conçus ou adaptés pour les besoins des aveugles et autres handicapés et nécessaires pour écouter les livres parlants;

c) Les appareils qui permettent aux aveugles et aux amblyopes de lire les textes imprimés normaux, par exemple, les machines à lire électroniques, les apparreils télé-agrandisseurs et les auxiliaires optiques;

d) L'équipement destiné à la production mécanisée ou automatisée de matériel en braille et d'enregistrements, par exemple les poinçonneuses et les machines électroniques à transcrire et à imprimer le braille et les terminaux d'ordinateurs avec dispositifs d'affichage en braille;

e) Le papier-braille, les bandes magnétiques et les cassettes destinès à la fabrication de livres en braille et de livres parlants;

f) Les auxiliaires destinés à favoriser la mobilité des aveugles, par exemple les appareils électroniques d'orientation et de détection des obstacles et les cannes blanches;

g) Les auxiliaires techniques pour l'éducation, la réadaptation et la formation professionnelle ainsi que pour l'emploi des aveugles, par exemple les montres

braille, les machnines à écrire braille, les auxiliaires pédagogiques, les appareils spécifiquement conçus à l'usage des aveugles.

ii. Tous objets spécialement conçus pour l'éducation, l'emploi et la promotion sociale des autres personnes physiquement ou mentalement handicapées, importés directement par des institutions ou organisations d'éducation de ces personnes ou d'assistance à ces personnes agréées par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise, sous réserve que des objets équivalents ne soient pas présentement fabriqués dans le pays d'importation.

F
Matériels sportifs

Matériels sportifs destinés exclusivement à des associations ou groupements de sportifs amateurs agréés par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise, sous réserve que des matériels équivalents ne soient pas présentement fabriqués dans le pays d'importation.

G
Instruments de musique et autres équipements musicaux

Instruments de musique et autres équipement musicaux destinés exclusivement à des institutions culturelles ou à des écoles de musique agréées par les autorités compétentes du pays d'importation pour recevoir ces objets en franchise, sous réserve que des instruments et autres équipements équivalents ne soient pas présentement fabriqués dans le pays d'importation.

H
Matières et machines servant à la fabrication des livres, publications et documents

i. Matières servant à la facribation des livres, publications et documents (pâte à papier, papier de réemploi, papier journal et autres papiers servant à l'impression, encres d'imprimerie, colles, etc.).

ii. Machines à traiter la pâte à papier et le papier; machines pour l'impression et la reliure sous réserve que des machines de valeur technique équivalente ne soient pas présentement fabriquées dans le pays d'importation.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ

Στὴ Συμφωνία γιὰ τὴν εἰσαγωγὴ ἀντικειμένων ἐκπαιδευτικοῦ, ἐπιστημονικοῦ ἢ μορφωτικοῦ χαρακτήρα.

Υἱοθετήθηκε ἀπὸ τὴ Γενικὴ Συνέλευση τῆς ΟΥΝΕΣΚΟ στὸ Ναϊρόμπι τὸ 1976.

Τὰ κράτη ποὺ εἶναι Συμβαλλόμενα Μέρη στὴ Συμφωνία γιὰ τὴν εἰσαγωγὴ ἀντικειμένων ἐκπαιδευτικοῦ, ἐπιστημονικοῦ ἢ μορφωτικοῦ χαρακτήρα, ἡ ὁποία υἱοθετήθηκε ἀπὸ τὴν πέμπτη σύνοδο τῆς Γενικῆς Συνελεύσεως τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν γιὰ τὴν ἐκπαίδευση, τὴν ἐπιστήμη καὶ τὴ μόρφωση ποὺ πραγματοποιήθηκε στὴ Φλωρεντία τὸ 1950,

Ἐπιβεβαιώνοντας τὶς ἀρχὲς στὶς ὁποῖες βασίστηκε ἡ συμφωνία αὐτὴ (ποὺ στὸ ἑξῆς θὰ ἀποκαλεῖται ἡ «Συμφωνία»),

Θεωρώντας ὅτι ἡ Συμφωνία αὐτὴ ἀποδείχθηκε κατάλληλο ὄργανο γιὰ τὴν κατάρριψη τῶν τελωνειακῶν δασμῶν καὶ τὴ μείωση τῶν ἄλλων οἰκονομικῶν περιορισμῶν οἱ ὁποῖοι ἀποτελοῦν ἐμπόδιο γιὰ τὴν ἀνταλλαγὴ τῶν ἰδεῶν καὶ τῶν γνώσεων,

Θεωρώντας, ὡστόσο, ὅτι οἱ τεχνικὲς πρόοδοι ποὺ ἐπιτεύχθηκαν κατὰ τὴν εἰκοσιπενταετία ἡ ὁποία ἀκολούθησε μετὰ ἀπὸ τὴν υἱοθέτηση τῆς Συμφωνίας μετέβαλαν τοὺς τρόπους διαδόσεως τῶν πληροφοριῶν καὶ τῆς γνώσεως ποὺ ἀποτελοῦν κύριο σκοπὸ αὐτῆς τῆς Συμφωνίας,

Θεωρώντας ἐπίσης ὅτι ἡ ἐξέλιξη ἡ ὁποία συντελέστηκε κατὰ τὴν περίοδο αὐτὴ στὸ πεδίο τοῦ διεθνοῦς ἐμπορίου ἐκφράστηκε μὲ τὴν αὐξανόμενη φιλελευθεροποίηση τῶν ἀνταλλαγῶν,

Θεωρώντας ὅτι ἡ διεθνὴς κατάσταση μεταβλήθηκε σημαντικὰ ἀφότου υἱοθετήθηκε ἡ Συμφωνία, ἐξαιτίας τῆς ἀναπτύξεως τῆς διεθνοῦς κοινωνίας, ἡ ὁποία ὀφείλεται κυρίως στὴν ἀνεξαρτητοποίηση πολλῶν κρατῶν.

Θεωρώντας ὅτι πρέπει νὰ ληφθοῦν ὑπόψη οἱ ἀνάγκες κι οἱ φροντίδες τῶν ὑπὸ ἀνάπτυξη χωρῶν γιὰ νὰ διευκολυνθεῖ ἡ εὐχερέστερη καὶ λιγότερο ἐπίπονη πρόσβασή τους στὴν ἐκπαίδευση, τὴν ἐπιστήμη, τὴν τεχνολογία καὶ τὴ μόρφωση.

Λαμβάνοντας ὑπόψη τὶς διατάξεις τῆς Συμβάσεως γιὰ τὰ μέτρα ποὺ πρέπει νὰ ληφθοῦν γιὰ τὴν ἀπαγόρευση καὶ τὴν παρεμπόδιση τῆς προσωρινῆς ἐξαγωγῆς ἀντικειμένων ἐκπαιδευτικοῦ καὶ ἐπιστημονικοῦ χαρακτήρα, ἡ ὁποία υἱοθετήθηκε ἀπὸ τὴν Γεν. Συνέλευση τῆς Οὐνέσκο στὰ 1970 καθὼς καὶ τὶς διατάξεις τῆς Συμβάσεως γιὰ τὴν προστασία τῆς παγκόσμιας πολιτιστικῆς καὶ φυσικῆς κληρονομίας ἡ ὁποία υἱοθετήθηκε ἀπὸ τὴ Γεν. Συνέλευση τῆς Οὐνέσκο στὰ 1972,

Λαμβάνοντας ἀκόμα ὑπόψη, τὶς τελωνειακὲς συμβάσεις ποὺ ἀναφέρονται στὴν προσωρινὴ ἐξαγωγὴ ἀντικειμένων ἐκπαιδευτικοῦ, ἐπιστημονικοῦ ἢ μορφωτικοῦ χαρακτήρα οἱ ὁποῖες συνάφθηκαν μὲ τὴν αἰγίδα τοῦ Συμβουλίου τελωνειακῆς συνεργασίας καὶ τὴ βοήθεια τῆς ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν γιὰ τὴν ἐκπαίδευση, τὴν ἐπιστήμη καὶ τὸν πνευματικὸ πολιτισμό.

Μὲ τὴν πεποίθηση ὅτι ὑπάρχει χῶρος γιὰ υἱοθέτηση νέων διατάξεων οἱ ὁποῖες θὰ ἀποτελέσουν μία ἀκόμα ἀποτελεσματικότερη προσφορὰ στὴν ἀνάπτυξη τῆς ἐκπαιδεύσεως τῆς ἐπιστήμης καὶ τῆς μορφώσεως ποὺ συνιστοῦν τὶς κύριες βάσεις τῆς οἰκονομικῆς καὶ κοινωνικῆς προόδου,

Λαμβάνοντας ὑπόψη τὴν ἀπόφαση 4.12 ποὺ υἱοθετήθηκε κατὰ τὴν 18η σύνοδο τῆς Γεν. Συνελεύσεως τῆς ΟΥΝΕΣΚΟ,

Συμφώνησαν τὰ ἀκόλουθα :

1. Τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωση νὰ ἐπεκτείνουν στὰ ἀντικείμενα ποὺ προβλέπονται στὰ παραρτήματα Α, Β, Δ καὶ Ε καθὼς καί, ὅταν τὰ παραρτήματα αὐτὰ δὲν περιλαμβάνονται σὲ δήλωση ὑπὸ τὸ πνεῦμα τῆς κατωτέρω παραγράφου 16.α, στὰ παραρτήματα Γ.1, ΣΤ, Ζ καὶ Η στὸ Πρωτόκολλο αὐτό, τὴν ἀπαλλαγὴ ἀπὸ τελωνειακοὺς δασμοὺς καὶ ἄλλες ἐπιβαρύνσεις στὴν εἰσαγωγὴ ἢ στὴν ἐξαγωγὴ ἡ ὁποία προβλέπεται στὸ πρῶτο ἄρθρο, παράγραφο 1 τῆς Συμφωνίας, ὅταν τὰ ἀντικείμενα αὐτὰ ἀνταποκρίνονται στὶς προϋποθέσεις οἱ ὁποῖες καθορίζονται ἀπὸ τὰ ἀνωτέρω παραρτήματα καὶ εἶναι προϊόντα ἑνὸς ἄλλου Συμβαλλόμενου Κράτους.

2. Οἱ διατάξεις τοῦ πρώτου ἄρθρου τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου δὲν θὰ ἐμποδίσουν ἕνα Συμβαλλόμενο Κράτος νὰ ἐπιβάλλουν στὰ εἰσαγόμενα ἀντικείμενα :

α) Φόρους ἢ ἄλλες ἐσωτερικὲς ἐπιβαρύνσεις ὁποιουδήποτε εἴδους ποὺ θὰ εἰσπράττονται κατὰ τὴν εἰσαγωγὴ ἢ ἀργότερα, μὲ τὴν προϋπόθεση ὅτι οἱ ἐπιβαρύνσεις αὐτὲς δὲν θὰ ξεπερνοῦν τὶς ἐπιβαρύνσεις οἱ ὁποῖες ἀφοροῦν ἄμεσα ἢ ἔμμεσα τὰ ἀντίστοιχα ἐθνικὰ προϊόντα.

β) Φόρους κι' ἄλλες ἐπιβαρύνσεις πέρα ἀπὸ τελωνειακοὺς δασμοὺς ποὺ ἐπιβάλλονται ἀπὸ τὶς κυβερνητικὲς ἢ διοικητικὲς ἀρχὲς κατὰ τὴν εἰσαγωγὴ ἢ τὴν ἐξαγωγή, μὲ τὴν προϋπόθεση ὅτι θὰ περιορίζονται στὸ κατὰ προσέγγιση κόστος τῶν ὑπηρεσιῶν οἱ ὁποῖες παρασχέθηκαν καὶ δὲν θὰ εἶναι ἔμμεση προστασία τῶν ἐθνικῶν προϊόντων ἢ εἰσαγωγικοὶ φόροι δημοσιονομικοῦ χαρακτήρα.

II

3. Κατὰ τὴν παράβαση τῆς παραγρ. 2 τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωση νὰ μὴν ἐπιβάλλουν φόρους ἢ ὁποιεσδήποτε ἄλλες

ἐσωτερικὲς ἐπιβαρύνσεις κατὰ τὴν εἰσαγωγὴ ἢ ἀργότερα, στὰ παρακάτω ἀντικείμενα :

α) Βιβλία καὶ δημοσιεύματα ποὺ προορίζονται γιὰ τὶς βιβλιοθῆκες τὰ ὁποῖα ὑπάγονται στὴν παραγρ. 5 τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου.

β) Κοινοβουλευτικὰ ἢ διοικητικὰ ἐπίσημα ἔγγραφα, δημοσιευμένα στὴ χώρα ἀπὸ τὴν ὁποία προέρχονται.

γ) Βιβλία καὶ δημοσιεύματα τοῦ 'Οργανισμοῦ 'Ηνωμένων 'Εθνῶν καὶ τῶν εἰδικευμένων ὀργανώσεών του.

δ) Βιβλία καὶ δημοσιεύματα ποὺ χρησιμοποιοῦνται ἀπὸ τὴν 'Οργάνωση τῶν Η.Ε. γιὰ τὴν ἐκπαίδευση, τὴν ἐπιστήμη καὶ τὸν πνευματικὸ πολιτισμὸ καὶ τὰ ὁποῖα διανέμονται δωρεὰν μὲ τὴ φροντίδα ἢ τὸν ἔλεγχό της καὶ δὲν μποροῦν νὰ διατεθοῦν πρὸς πώληση.

ε) Δημοσιεύματα ποὺ ἔχουν σκοπὸ νὰ ἐνθαρρύνουν τὸν τουρισμὸ σὲ ἄλλες χῶρες κι' ὄχι στὴ χώρα εἰσαγωγῆς καὶ στέλνονται καὶ διανέμονται δωρεάν.

στ) 'Αντικείμενα γιὰ τοὺς τυφλοὺς καὶ ἄλλα μειονεκτικὰ ἀπὸ φυσικὴ καὶ διανοητικὴ ἄποψη πρόσωπα :

α. Βιβλία ἔντυπα καὶ κάθε εἴδους ἀνάγλυφο πληροφοριακὸ ὑλικὸ γιὰ τυφλούς.

β. Ἄλλα ἀντικείμενα ποὺ ἔχουν σχεδιασθεῖ εἰδικὰ γιὰ τὴν ἐκπαιδευτική, ἐπιστημονικὴ καὶ πνευματικὴ ἀνάπτυξη τῶν τυφλῶν κι' ἄλλων φυσικὰ ἢ διανοητικὰ μειονεκτικῶν ἀτόμων, τὰ ὁποῖα εἰσάγονται κατευθείαν ἀπὸ τὰ ἱδρύματα ἢ τοὺς ὀργανισμοὺς ποὺ τοὺς ἐξασφαλίζουν ἐκπαίδευση ἢ τοὺς παρέχουν βοήθεια καὶ εἶναι ἐξουσιοδοτημένα ἀπὸ τὶς ἁρμόδιες ἀρχὲς τῆς χώρας εἰσαγωγῆς νὰ εἰσάγουν τὰ ἀντικείμενα ἀτελῶς.

III

4. Τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωση νὰ μὴν ἐπιβάλλουν στὰ ἀντικείμενα καὶ στὰ ὑλικὰ ποὺ ἀναφέρονται στὰ παραρτήματα τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, τοὺς τελωνειακοὺς δασμούς, τὶς εἰσαγωγικὲς ἢ ἐξαγωγικὲς ἐπιβαρύνσεις ἢ ὁποιεσδήποτε ἄλλες ἐσωτερικὲς ἐπιβαρύνσεις, οἱ ὁποῖες ἐπιβάλλονται στὰ ἀντικείμενα καὶ ὑλικὰ αὐτὰ ὅταν προορίζονται γιὰ ἐξαγωγὴ σὲ ἄλλα Συμβαλλόμενα Κράτη.

IV

5. Τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωση νὰ ἐπεκτείνουν τὴ χορήγηση τοῦ συναλλάγματος καὶ/ἢ τῶν ἀπαραίτητων ἀδειῶν ἡ ὁποία προβλέπεται στὸ ἄρθρο II παραγρ. 1 τῆς Συμφωνίας, στὴν εἰσαγωγὴ τῶν παρακάτω ἀντικειμένων :

α) Βιβλία κι' ἔντυπα γιὰ τὶς βιβλιοθῆκες δημόσιας χρήσεως, καὶ συγκεκριμένα :

α. 'Εθνικὲς βιβλιοθῆκες καὶ ἄλλες βασικὲς βιβλιοθῆκες ἔρευνας.

β. Γενικὲς καὶ εἰδικὲς πανεπιστημιακὲς βιβλιοθῆκες, συμπεριλαμβανομένων τῶν βιβλιοθηκῶν πανεπιστημίων, πανεπιστημιακῶν κολλεγίων, ἰνστιτούτων καὶ πανεπιστημιακῶν βιβλιοθηκῶν ποὺ εἶναι ἐλεύθερες γιὰ τὸ κοινό.

γ. Δημόσιες βιβλιοθῆκες.

δ. Σχολικὲς βιβλιοθῆκες.

ε. Εἰδικευμένες βιβλιοθῆκες στὴν ὑπηρεσία μιᾶς ὁμάδας ἀναγνωστῶν ποὺ ἀποτελοῦν μία ἑνότητα μὲ ἰδιαίτερους καὶ ταυτόσημους τομεῖς ἐνδιαφέροντος μιᾶς δημόσιας διοικήσεως, οἱ βιβλιοθῆκες ἐπιχειρήσεων καὶ οἱ βιβλιοθῆκες ἐπαγγελματικῶν ἑνώσεων.

στ. Βιβλιοθῆκες γιὰ μειονεκτικὰ ἄτομα καὶ γιὰ τὴ χρήση προσώπων ποὺ ἀδυνατοῦν νὰ μετακινηθοῦν, ὅπως οἱ βιβλιοθῆκες γιὰ τυφλούς, οἱ βιβλιοθῆκες νοσοκομείων καὶ οἱ βιβλιοθῆκες φυλακῶν.

ζ. Βιβλιοθῆκες μουσικῆς καθὼς καὶ δισκοθῆκες.

β) Βιβλία ποὺ ἔχουν υἱοθετηθεῖ ἢ συστηθεῖ ὡς ἐγχειρίδια στὰ 'Ανώτατα 'Εκπαιδευτικὰ 'Ιδρύματα καὶ εἰσάγονται ἀπὸ τὰ ἱδρύματα αὐτά.

γ) Βιβλία ξενόγλωσσα, μὲ ἐξαίρεση τὰ βιβλία ποὺ εἶναι γραμμένα στὴν ἢ στὶς κύριες τοπικὲς γλῶσσες τῆς χώρας εἰσαγωγῆς.

δ) Κινηματογραφικὰ ἔργα, διαφάνειες, ταινίες βίντεο καὶ μαγνητοταινίες ἐκπαιδευτικοῦ, ἐπιστημονικοῦ ἢ μορφωτικοῦ χαρακτήρα ποὺ εἰσάγονται ἀπὸ τοὺς ὀργανισμοὺς ποὺ ἔχουν ἐξουσιοδοτηθεῖ ἀπὸ τὶς ἁρμόδιες ἀρχὲς τῆς χώρας εἰσαγωγῆς νὰ εἰσάγουν τὰ ἀντικείμενα αὐτὰ ἀτελῶς.

V

6. Τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωση νὰ ἐπεκτείνουν τὴ χορήγηση τῶν διευκολύνσεων ποὺ προβλέπονται στὸ ἄρθρο III τῆς Συμφωνίας στὸ ὑλικὸ καὶ στὸν ἐξοπλισμὸ ποὺ εἰσάγονται γιὰ νὰ χρησιμοποιηθοῦν ἀποκλειστικὰ στὸ πλαίσιο μιᾶς δημόσιας ἐκθέσεως ἀντικειμένων ἐκπαιδευτικοῦ, ἐπιστημονικοῦ ἢ μορφωτικοῦ χαρακτήρα ἐξουσιοδοτημένης ἀπὸ τὶς ἁρμόδιες ἀρχὲς τῆς χώρας εἰσαγωγῆς καὶ τὰ ὁποῖα πρόκειται νὰ ἐπανεξαχθοῦν περαιτέρω.

7. Καμμία διάταξη τῆς προηγούμενης παραγράφου δὲν θὰ ἐμποδίσει τὶς ἀρχὲς τῆς χώρας εἰσαγωγῆς νὰ πάρουν τὰ ἀπαραίτητα μέτρα γιὰ νὰ ἐξασφαλίσουν ὅτι τὸ ἀνωτέρω ὑλικὸ καὶ ὁ ἐξοπλισμὸς θὰ ἐπανεξαχθοῦν μετὰ τὸ τέλος τῆς ἐκθέσεως.

VI

8. Τὰ Συμβαλλόμενα Κράτη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωση :

(α) Νὰ ἐπεκτείνουν στὴν εἰσαγωγὴ τῶν ἀντικειμένων ποὺ προβλέπονται στὸ παρὸν πρωτόκολλο, τὶς διατάξεις τοῦ ἄρθρου IV τῆς Συμφωνίας.

(β) Νὰ ἐνθαρρύνουν μὲ τὰ κατάλληλα μέτρα τὴν κυκλοφορία καὶ τὴ διανομὴ τῶν ἀντικειμένων καὶ τῶν ὑλικῶν ἐκπαιδευτικοῦ, ἐπιστημονικοῦ καὶ μορφωτικοῦ χαρακτήρα τὰ ὁποῖα παράγονται στὶς ὑπὸ ἀνάπτυξη χῶρες.

VII

9. Καμμία διάταξη τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου δὲν μπορεῖ νὰ ἀναιρέσει τὸ δικαίωμα τῶν Συμβαλλομένων Κρατῶν νὰ πάρουν, μὲ βάση τὶς ἐθνικές τους νομοθεσίες, μέτρα ποὺ ἀποσκοποῦν στὴν ἀπαγόρευση ἢ στὸν περιορισμὸ τῆς εἰσαγωγῆς ἢ τῆς κυκλοφορίας μετὰ ἀπὸ τὴν εἰσαγωγή τους, ὁρισμένων ἀντικειμένων, ἐφόσον τὰ μέτρα αὐτὰ βασίζονται σὲ λόγους οἱ ὁποῖοι ἀνάγονται ἄμεσα στὴν ἐθνικὴ ἀσφάλεια, στὴν ἠθικὴ ἢ στὴ δημόσια τάξη τοῦ Συμβαλλόμενου Κράτους.

10. 'Ανεξάρτητα ἀπὸ τὴν ὕπαρξη ὁποιωνδήποτε ἄλλων διατάξεων τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου, μία χώρα ὑπὸ ἀνάπτυξη, ἡ ὁποία ἔχει ἀποκτήσει τὸ χαρακτηρισμὸ αὐτὸ ἀπὸ τὴ χρήση ποὺ ἔχει καθιερωθεῖ ἀπὸ τὴ Γεν. Συνέλευση τῶν Η.Ε. καὶ ἡ ὁποία εἶναι μέρος τοῦ Πρωτοκόλλου αὐτοῦ, μπορεῖ νὰ ἀναστείλει ἢ νὰ περιορίσει τὶς ὑποχρεώσεις ποὺ ἀπορρέουν ἀπὸ αὐτὸ τὸ Πρωτόκολλο καὶ ἀφοροῦν τὴν εἰσαγωγὴ κάθε ἀντικειμένου ἢ ὑλικοῦ, ἐὰν ἡ εἰσαγωγὴ αὐτὴ προκαλεῖ ἢ ἀπειλεῖ νὰ προκαλέσει σοβαρὴ ζημία στὴ νεαρὴ βιομηχανία τῆς ὑπὸ ἀνάπτυξη χώρας. 'Η ἐν λόγῳ χώρα θὰ ἐφαρμόσει τὸ μέτρο αὐτὸ ἔτσι ὥστε νὰ μὴ γίνονται διακρίσεις. Θὰ πληροφορεῖ τὸ Γεν. Δ/ντὴ τῆς 'Οργανώσεως τῶν 'Ηνωμένων 'Εθνῶν γιὰ τὴν ἐκπαίδευση, τὴν ἐπιστήμη καὶ τὴ μόρφωση γιὰ κάθε τέτοιο μέτρο, προτοῦ τεθεῖ σὲ ἰσχύ, ὅσο εἶναι δυνατό, καὶ ὁ Γεν. Δ/ντὴς τῆς 'Οργανώσεως τῶν Η.Ε. γιὰ τὴν ἐκπαίδευση, τὴν ἐπιστήμη καὶ τὴ μόρφωση θὰ πληροφορεῖ ὅλα τὰ μέρη τοῦ Πρωτοκόλλου.

11. Τὸ παρὸν Πρωτόκολλο δὲν θὰ καταφέρει κτύπημα οὔτε θὰ ἐπιφέρει μετατροπὲς στοὺς νόμους καὶ στοὺς κανονισμοὺς ἑνὸς συμβαλλόμενου Κράτους οὔτε στὶς συνθῆκες, συμβάσεις, συμφωνίες ἢ διακηρύξεις τὶς ὁποῖες θὰ ἔχει ὑπογράψει ἕνα συμβαλλόμενο Κράτος, σὲ ὅ,τι ἀφορᾶ τὴν προστασία τοῦ συγγραφικοῦ δικαιώματος ἢ τῆς βιομηχανι-

κῆς ἰδιοκτησίας, καθὼς καὶ στὰ διπλώματα εὑρεσιτεχνίας καὶ στὰ σήματα ἐργοστασίων.

12. Τὰ συμβαλλόμενα Κράτη ἀναλαμβάνουν τὴν ὑποχρέωση νὰ προσφεύγουν στὴν ὁδὸ τῶν διαπραγματεύσεων ἢ τῆς συμφιλιώσεως γιὰ νὰ ρυθμίζουν κάθε διαφορὰ σχετικὴ μὲ τὴν ἑρμηνεία ἢ τὴν ἐφαρμογὴ τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου μὲ τὴν ἐπιφύλαξη τῶν παλαιοτέρων συμβατικῶν διατάξεων ποὺ ἐνδεχομένως ἔχουν ὑπογράψει σχετικὰ μὲ τὸ διακανονισμὸ τῶν συγκρούσεων ποὺ θὰ μποροῦσαν νὰ ἐπέλθουν μεταξύ τους.

13. Σὲ περίπτωση ἀμφισβητήσεως μεταξὺ συμβαλλομένων κρατῶν γιὰ τὸν ἐκπαιδευτικό, ἐπιστημονικὸ ἢ μορφωτικὸ χαρακτήρα ἑνὸς εἰσαγομένου ἀντικειμένου, τὰ ἐνδιαφερόμενα μέρη θὰ μπορέσουν, μὲ κοινὴ συμφωνία, νὰ ζητήσουν συμβουλευτικὴ γνωμοδότηση ἀπὸ τὸ Γενικὸ Διευθυντὴ τῆς Ὀργανώσεως τῶν Η.Ε. γιὰ τὴν Ἐκπαίδευση, τὴν Ἐπιστήμη καὶ τὴ Μόρφωση.

VIII

14. α) Τὸ παρὸν Πρωτόκολλο, τοῦ ὁποίου τὸ ἀγγλικὸ καὶ γαλλικὸ κείμενο εἶναι ἐξ ἴσου αὐθεντικά, θὰ φέρει τὴ σημερινὴ ἡμερομηνία καὶ θὰ εἶναι ἀνοιχτὸ στὴν προσχώρηση κάθε Κράτους-Μέρους τῆς Συμφωνίας, καθὼς καὶ στὴν προσχώρηση τῶν τελωνειακῶν ἢ οἰκονομικῶν ἑνώσεων, μὲ τὴν ἐπιφύλαξη ὅτι ὅλα τὰ Κράτη-μέλη ἀπὸ τὰ ὁποῖα ἀπαρτίζονται αὐτὲς οἱ ἑνώσεις, θὰ εἶναι ἐπίσης μέρη τοῦ ἴδιου Πρωτοκόλλου.

Οἱ ὅροι «Κράτος» ἢ «Χώρα» οἱ ὁποῖοι χρησιμοποιοῦνται στὸ παρὸν Πρωτόκολλο ἢ στὸ Πρωτόκολλο γιὰ τὸ ὁποῖο γίνεται λόγος στὴν παράγραφο 18, νοοῦνται ὅτι ἀναφέρονται, ἀνάλογα μὲ τὰ συμφραζόμενα, τόσο στὶς τελωνειακὲς ἢ οἰκονομικὲς ἑνώσεις ὅσο καὶ σὲ ὅλα τὰ θέματα τὰ ὁποῖα ἀνάγονται στὴ δικαιοδοσία τῶν ἑνώσεων αὐτῶν λαμβανομένου ὑπόψη τοῦ πεδίου ἐφαρμογῆς τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου στὸ σύνολο τῶν ἐπικρατειῶν τῶν Κρατῶν-μελῶν ποὺ τὶς ἀποτελοῦν καὶ ὄχι στὴν ἐπικράτεια καθενὸς ἀπὸ τὰ Κράτη.

Ἐννοεῖται ὅτι ὅταν οἱ τελωνειακὲς ἢ οἰκονομικὲς αὐτὲς ἑνώσεις γίνουν συμβαλλόμενα Μέρη στὸ παρὸν Πρωτόκολλο, θὰ ἐφαρμόζουν καὶ τὶς διατάξεις τῆς Συμφωνίας πάνω στὴν ἴδια βάση μὲ ἐκείνη ἡ ὁποία προβλέπεται στὴν προηγούμενη παράγραφο, σὲ ὅ,τι ἀφορᾶ τὸ Πρωτόκολλο.

β) Τὸ παρὸν Πρωτόκολλο θὰ ὑποβληθεῖ γιὰ κύρωση ἢ γιὰ ἀποδοχὴ ἀπὸ τὰ Κράτη ποὺ θὰ ὑπογράψουν σύμφωνα μὲ τὴ συνταγματικὴ διαδικασία τους.

γ) Τὰ ὄργανα ἐπικυρώσεως ἢ ἀποδοχῆς θὰ κατατίθενται στὸ Γενικὸ Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

15. α) Ἡ προσχώρηση στὸ παρὸν Πρωτόκολλο ἀπὸ τὰ Κράτη γιὰ τὰ ὁποῖα γίνεται λόγος στὴν παράγραφο 14α καὶ δὲν ἔχουν ὑπογράψει τὸ παρὸν Πρωτόκολλο εἶναι δυνατή.

β) Ἡ προσχώρηση θὰ γίνεται μὲ τὴν κατάθεση ἑνὸς ἀκριβοῦς ὀργάνου στὸ Γενικὸ Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν.

16.α) Τὰ Κράτη ποὺ ἀναφέρονται στὴν παράγραφο 14α τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου θὰ μποροῦν κατὰ τὴ στιγμὴ τῆς ὑπογραφῆς, τῆς ἐπικυρώσεως, τῆς ἀποδοχῆς ἢ τῆς προσχωρήσεως νὰ δηλώσουν ὅτι δὲν δεσμεύονται ἀπὸ τὸ μέρος II, τὸ μέρος IV, τὸ παράρτημα Γ.1, τὸ παράρτημα ΣΤ, τὸ παράρτημα Ζ καὶ τὸ παράρτημα Η ἢ ἀπὸ ὁποιοδήποτε ἀπὸ αὐτὰ τὰ μέρη ἢ παραρτήματα. Μποροῦν ἐπίσης νὰ δηλώσουν ὅτι δὲν θὰ δεσμεύονται ἀπὸ ὁ παράρτημα Γ.1 παρὰ μόνον ἀπέναντι τῶν συμβαλλομένων Κρατῶν ποὺ θὰ ἔχουν ἀποδεχθεῖ τὸ παράρτημα αὐτό.

β) Κάθε συμβαλλόμενο Κράτος τὸ ὁποῖο ἔχει κάνει μιὰ τέτοια δήλωση μπορεῖ ἀνὰ πᾶσα στιγμὴ νὰ τὴν ἀνακαλέσει ὁλικὰ ἢ μερικὰ μὲ μία κοινοποίηση ἡ ὁποία θὰ ἀπευθύνεται στὸ Γενικὸ Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν καθορίζοντας τὴν ἡμερομηνία κατὰ τὴν ὁποία ἀρχίζει νὰ ἰσχύει αὐτὴ ἡ ἀνάκληση.

γ) Τὰ Κράτη ποὺ θὰ ἔχουν δηλώσει σύμφωνα μὲ τὴν παράγραφο α τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου ὅτι δὲν θὰ δεσμεύονται ἀπὸ τὸ παράρτημα Γ1 θὰ δεσμεύονται ὑποχρεωτικὰ ἀπὸ τὸ παράρτημα Γ2. Αὐτὰ ποὺ θὰ ἔχουν δηλώσει ὅτι δὲν θὰ δεσμεύονται ἀπὸ τὸ παράρτημα Γ1 παρὰ μόνο ἀπέναντι στὰ συμβαλλόμενα Κράτη ποὺ θὰ ἔχουν ἀποδεχθεῖ τὸ παράρτημα αὐτό, θὰ δεσμεύονται ὑποχρεωτικὰ ἀπὸ τὸ παράρτημα Γ2 ἀπέναντι τῶν συμβαλλομένων κρατῶν ποὺ δὲν θὰ ἔχουν ἀποδεχθεῖ τὸ παράρτημα Γ1.

17. α) Τὸ παρὸν πρωτόκολλο θὰ τεθεῖ σὲ ἰσχὺ 6 μῆνες μετὰ ἀπὸ τὴν ἡμέρα κατὰ τὴν ὁποία θὰ κατατεθεῖ τὸ πέμπτο ὄργανο ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως στὸ Γεν. Γραμματέα τῶν Ἡνωμ. Ἐθνῶν.

β) Θὰ τεθεῖ σὲ ἰσχὺ γιὰ κάθε ἄλλο Κράτος ἔξη μῆνες μετὰ ἀπὸ τὴν ἡμέρα ποὺ θὰ κατατεθεῖ τὸ ὄργανο ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεώς του.

γ) Ἕνα μῆνα ἀφοῦ ἐκπνεύσουν οἱ προθεσμίες ποὺ προβλέπονται στὶς παραγράφους α καὶ β αὐτῆς τῆς παραγράφου τὰ Κράτη ποὺ εἶναι συμβαλλόμενα Μέρη στὸ παρὸν Πρωτόκολλο θὰ ὑποβάλουν στὴν Ὀργάνωση τῶν Ἡνωμ. Ἐθνῶν γιὰ τὴν ἐκπαίδευση, τὴν ἐπιστήμη καὶ τὴ μόρφωση ἀναφορὰ γιὰ τὰ μέτρα ποὺ θὰ ἔχουν λάβει γιὰ τὴν πλήρη ὑλοποίησή του.

δ) Ἡ Ὀργάνωση τῶν Η.Ε. γιὰ τὴν ἐκπαίδευση, τὴν ἐπιστήμη καὶ τὴ μόρφωση θὰ διαβιβάσει τὴν ἀναφορὰ αὐτὴ σὲ ὅλα τὰ Κράτη-Μέρη τοῦ Πρωτοκόλλου.

18. Τὸ Πρωτόκολλο, τὸ ὁποῖο ἐπισυνάπτεται στὴ Συμφωνία καὶ ἀποτελεῖ ἀναπόσπαστο τμῆμα της, ὅπως προβλέπεται στὸ ἄρθρο XVII τῆς Συμφωνίας αὐτῆς, ἀποτελεῖ ἐπίσης ἀναπόσπαστο τμῆμα τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου καὶ ἐφαρμόζεται πάνω στὶς ὑποχρεώσεις οἱ ὁποῖες ἀπορρέουν ἀπὸ αὐτὸ καὶ στὰ προϊόντα τὰ ὁποῖα σὲ αὐτὸ προβλέπονται.

19. α) Ὅταν ἐκπνεύσει προθεσμία δύο μηνῶν ἀφότου τεθεῖ σὲ ἰσχὺ τὸ παρὸν Πρωτόκολλο, κάθε συμβαλλόμενο Κράτος θὰ μπορεῖ νὰ καταγγείλει τὸ πρωτόκολλο αὐτὸ μὲ ἔγγραφη πράξη ἡ ὁποία θὰ κατατίθεται στὸ Γεν. Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Η.Ε.

β) Ἡ καταγγελία θὰ ὑλοποιεῖται ἕνα χρόνο μετὰ ἀπὸ τὴν ἀποδοχὴ αὐτῆς τῆς πράξεως καταγγελίας.

γ) Ἡ καταγγελία τῆς Συμφωνίας, σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο της XIV, θὰ συνεπάγεται καταγγελία τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου.

20. Ὁ Γεν. Γραμματέας τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν θὰ πληροφορεῖ τὰ Κράτη ποὺ προβλέπονται στὴν παράγραφο 14.α καθὼς καὶ τὴν ὀργάνωση τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν γιὰ τὴν ἐκπαίδευση, τὴν ἐπιστήμη καὶ τὴ μόρφωση γιὰ τὴν κατάθεση ὅλων τῶν ὀργάνων ἐπικυρώσεως, ἀποδοχῆς ἢ προσχωρήσεως ποὺ ἀναφέρονται στὶς παραγράφους 14 καὶ 15, γιὰ τὶς δηλώσεις ποὺ γίνονται ἢ ἀνακαλοῦνται βάσει τῆς παραγράφου 16, γιὰ τὶς ἡμερομηνίες θέσεως σὲ ἰσχὺ αὐτοῦ τοῦ Πρωτοκόλλου σὲ ἐφαρμογὴ τῶν παραγράφων 17α καὶ 17β, καθὼς καὶ γιὰ τὶς καταγγελίες ποὺ προβλέπονται στὴν παράγραφο 19.

21. α) Τὸ παρὸν Πρωτόκολλο μπορεῖ νὰ ἀναθεωρηθεῖ ἀπὸ τὴ Γενικὴ Συνέλευση τῆς Ὀργανώσεως τῶν Ἡνωμένων Ἐθνῶν γιὰ τὴν ἐκπαίδευση, τὴν ἐπιστήμη καὶ τὴ μόρφωση. Ἡ ἀναθεώρηση πάντως θὰ δεσμεύει μόνο ὅσα κράτη θὰ γίνουν Μέρη στὸ Πρωτόκολλο τοῦ ἀναθεωρημένου Πρωτοκόλλου.

β) Στὴν περίπτωση ποὺ ἡ Γενικὴ Συνέλευση θὰ υἱοθετοῦσε ἕνα νέο πρωτόκολλο ποὺ θὰ ἐπέφερε ὁλικὴ ἢ μερικὴ ἀλλαγὴ τοῦ παρόντος πρωτοκόλλου καὶ ὑπὸ τὴν προϋπόθεση ὅτι τὸ νέο Πρωτόκολλο θὰ εἶχε διαφορετικὲς διατάξεις, τὸ παρὸν Πρωτόκολλο θὰ ἔπαυε νὰ εἶναι ἀνοιχτὸ στὴν ὑπογραφή, ἐπικύρωση, ἀποδοχὴ ἢ προσχώρηση ἀπὸ τὴν ἡμερομηνία θέσεως σὲ ἰσχὺ τοῦ νέου ἀναθεωρημένου Πρωτοκόλλου.

22. Τὸ παρὸν Πρωτόκολλο δὲν τροποποιεῖ σὲ τίποτε τὴ Συμφωνία.

23. Τὰ παραρτήματα Α, Β, Γ1, Γ2, Δ, Ε, ΣΤ, Ζ καὶ Η εἶναι ἀναπόσπαστα τμήματα αὐτοῦ τοῦ Πρωτοκόλλου.

24. Σύμφωνα μὲ τὸ ἄρθρο 102 τοῦ Χάρτη τῶν Ἡνωμ. Ἐθνῶν τὸ παρὸν Πρωτόκολλο θὰ καταχωριστεῖ ἀπὸ τὸν Γενικὸ Γραμματέα τοῦ Ὀργανισμοῦ Ἡνωμένων Ἐθνῶν κατὰ τὴν ἡμερομηνία κατὰ τὴν ὁποία τίθεται σὲ ἰσχύ.

Σὲ πιστοποίηση τῶν παραπάνω, οἱ ὑπογράφοντες, ἔχοντας τὴ δέουσα ἐξουσιοδότηση, ὑπέγραψαν τὸ παρὸν πρωτόκολλο ἐξ ὀνόματος τῶν ἀντιστοίχων Κυβερνήσεών τους.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑΤΑ

Α'

Βιβλία, ἔντυπα καὶ ντοκουμέντα.

I. Βιβλία ἔντυπα, σὲ ὁποιαδήποτε γλώσσα καὶ ἂν ἔχουν τυπωθεῖ κι ἀνεξάρτητα ἀπὸ τὴ σπουδαιότητα τῆς εἰκονογραφήσεως. Σὲ αὐτὰ συμπεριλαμβάνονται :

α) Οἱ πολυτελεῖς ἐκδόσεις.

β) Τὰ βιβλία ποὺ ἔχουν τυπωθεῖ στὸ ἐξωτερικὸ μὲ βάση τὸ χειρόγραφο συγγραφέα ὁ ὁποῖος διαμένει στὴ χώρα εἰσαγωγῆς.

γ) Τὰ λευκώματα γιὰ ἰχνογράφηση ἢ χρωμάτισμα ποὺ προορίζονται γιὰ παιδιά.

δ) Τὰ βιβλία ἀσκήσεως (βιβλία - τετράδια) ποὺ προορίζονται γιὰ μαθητὲς καὶ τὰ ὁποῖα ἐκτὸς ἀπὸ τυπωμένο κείμενο ἔχουν καὶ κενὰ τὰ ὁποῖα πρέπει νὰ συμπληρωθοῦν ἀπὸ τοὺς μαθητές.

ε) Οἱ συλλογὲς σταυρολέξων οἱ ὁποῖες περιλαμβάνουν τυπωμένο κείμενο.

στ) Οἱ μεμονωμένες εἰκόνες καὶ οἱ δεμένες ἢ μὲ μορφὴ χωριστῶν φύλλων ἔντυπες σελίδες καθὼς καὶ τὰ δοκίμια πάνω σὲ χαρτὶ ἢ φίλμ, τὰ ὁποῖα προορίζονται γιὰ τὴν παραγωγὴ βιβλίων.

II. Ἔντυπα βιβλία ἢ δημοσιεύματα μὴ ἐμπορικοῦ χαρακτήρα.

III. Μικρο-αναπαραγωγὴ τῶν ἀντικειμένων τὰ ὁποῖα ἀναφέρονται στὶς παραγράφους I καὶ II τοῦ παρόντος παραρτήματος καθὼς καὶ μικρο-αναπαραγωγὲς τῶν ἀντικειμένων τὰ ὁποῖα ἀναφέρονται στὶς παραγράφους I ἕως VI τοῦ Α' παραρτήματος τῆς Συμφωνίας.

IV. Κατάλογοι φίλμς, ἠχητικῶν ἐγγραφῶν καὶ κάθε ἄλλου ὀπτικο-ακουστικοῦ ὑλικοῦ μὲ ἐκπαιδευτικό, ἐπιστημονικὸ ἢ μορφωτικὸ χαρακτήρα.

V. Χάρτες ποὺ ἐνδιαφέρουν ἐπιστημονικοὺς τομεῖς ὅπως ἡ γεωλογία, ζωολογία, βοτανική, ὀρυκτολογία, παλαιοντολογία, ἀρχαιολογία, ἐθνολογία, μετεωρολογία, κλιματολογία καὶ γεωφυσικὴ καθὼς καὶ μετεωρολογικὰ καὶ γεωφυσικὰ διαγράμματα.

VI. Σχέδια καὶ ἰχνογραφήματα ἀρχιτεχτονικὰ ἢ μὲ βιομηχανικὸ ἢ τεχνικὸ χαρακτήρα καὶ οἱ μικρο-αναπαραγωγές τους.

VII. Διαφημιστικὸ ὑλικὸ βιβλιογραφικῆς πληροφορήσεως τὸ ὁποῖο προορίζεται νὰ διανεμηθεῖ δωρεάν.

Β'

Καλλιτεχνήματα καὶ κομμάτια συλλογῶν ἐκπαιδευτικοῦ, ἐπιστημονικοῦ ἢ μορφωτικοῦ χαρακτήρα.

I. Ζωγραφικοὶ πίνακες καὶ σχέδια, ἀνεξάρτητα ἀπὸ τὴ φύση τῶν ὑλικῶν πάνω στὰ ὁποῖα ἔγινε, μὲ τὸ χέρι, ἡ συνολικὴ ἐπεξεργασία τους. Ἐδῶ συμπεριλαμβάνονται καὶ τὰ χειροποίητα ἀντίγραφα, ἐνῶ τὰ διακοσμημένα ἀντικείμενα ποὺ ἔχουν κατασκευαστεῖ μὲ βιοτεχνικὸ τρόπο ἀποκλείονται.

II. Πρωτότυπα καλλιτεχνήματα ἀπὸ κεραμικὸ ἢ μωσαϊκὸ σὲ ξύλο.

III. Κομμάτια συλλογῶν καὶ ἔργα τέχνης ποὺ προορίζονται γιὰ μουσεῖα, πινακοθῆκες κι ἄλλα ἱδρύματα ἐξουσιοδοτημένα ἀπὸ τὶς ἁρμόδιες ἀρχὲς τῆς χώρας εἰσαγωγῆς νὰ εἰσάγουν τὰ ἀντικείμενα αὐτὰ ἀτελῶς, μὲ τὴν ἐπιφύλαξη ὅτι δὲν θὰ μποροῦν νὰ πουληθοῦν.

Γ1

Ὀπτικὸ καὶ ἀκουστικὸ ὑλικό.

I. Ταινίες*, σταθερὲς ταινίες, μικρο-αναπαραγωγὲς καὶ διαφάνειες.

II. Ἠχογραφήσεις.

III. Μοντέλα, μακέτες καὶ πίνακες τοίχου μὲ ἐκπαιδευτικό, ἐπιστημονικὸ καὶ μορφωτικὸ χαρακτήρα. Οἱ μακέτες-παιχνίδια ἀποκλείονται.

IV. Ἄλλο ὀπτικο-ακουστικὸ ὑλικό, ὅπως :

α) Ταινίες βίντεο, ταινίες κινητοσκοπικὲς (κινεσκόπ), δίσκοι βίντεο, βιντεογραφήματα καὶ ἄλλες μορφὲς ἐγγραφῆς τοῦ ἤχου καὶ τῆς εἰκόνας.

β) Μικρο-καρτέλλες, μικρο-δελτία καὶ μαγνητικὰ ἢ ἄλλα στηρίγματα ποὺ χρησιμοποιοῦνται ἀπὸ τὶς ὑπηρεσίες πληροφορήσεως καὶ τεκμηριώσεως μέσω ἠλεκτρονικῶν προγραμματιστῶν.

γ) Ὑλικὸ προγραμματισμένης ἐκπαιδεύσεως μὲ μορφή, μερικὲς φορὲς προθηκῶν, ποὺ συνοδεύονται ἀπὸ ἀντίστοιχο ἔντυπο ὑλικὸ συμπεριλαμβανομένου τοῦ ὑλικοῦ μὲ μορφὴ βιντεο-κασέτας ἢ ἁπλῆς κασέτας.

δ) Διαφάνειες. Σ' αὐτὲς περιλαμβάνονται καὶ ὅσες προορίζονται γιὰ ἐπευθείας προβολὴ ἢ γιὰ ἀνάγνωση μὲ ὀπτικὴ συσκευή.

ε) «Ὁλογραφήματα» γιὰ προβολὴ μὲ λέιζερ.

στ) Μακέτες ἢ ὀπτικὰ μοντέλα σὲ σμίκρυνση ποὺ ἀνάγονται σὲ ἀφηρημένες συλλήψεις, ὅπως μοριακὲς δομὲς ἢ μαθηματικοὺς τύπους.

ζ) Παιγνίδια μὲ ποικίλους τρόπους παρουσιάσεως («μουλτιμέντια»).

η) Ὑλικὰ τουριστικῆς προπαγάνδας —συμπεριλαμβανομένων καὶ ἐκείνων τὰ ὁποῖα παράγονται ἀπὸ ἰδιωτικὲς ἐπιχειρήσεις— τὰ ὁποῖα καλοῦν τὸ κοινὸ νὰ πραγματοποιήσει ταξίδια ἔξω ἀπὸ τὴ χώρα εἰσαγωγῆς.

Οἱ ἀπαλλαγὲς οἱ ὁποῖες προβλέπονται στὸ παρὸν παράρτημα Γ1 δὲν θὰ ἐφαρμοστοῦν στὰ ἀκόλουθα ἀντικείμενα :

α) «Παρθένα» στηρίγματα μικρο-αναπαραγωγῶν καὶ «παρθένα» στηρίγματα ὀπτικο-ακουστικῶν ἐγγράφων καθὼς καὶ ἡ εἰδικὴ συσκευασία τους, ὅπως κιβώτια, κουτιά, μπομπίνες.

β) Ὀπτικὲς καὶ ἀκουστικὲς ἐγγραφὲς—ἀπὸ τὶς ὁποῖες ἀποκλείονται ὅσα ὑλικὰ τουριστικῆς προπαγάνδας ὑπάγονται στὴν κατηγορία η) τῆς παραγράφου IV— ποὺ παράγονται κυρίως γιὰ σκοποὺς ἐμπορικῆς προπαγάνδας ἀπὸ μιὰ ἰδιωτικὴ ἐμπορικὴ ἐπιχείριση ἢ γιὰ μιὰ ἰδιωτικὴ ἐμπορικὴ ἐπιχείρηση.

γ) Ὀπτικὲς καὶ ἀκουστικὲς ἐγγραφὲς στὶς ὁποῖες ἡ διαφήμιση ὑπερβαίνει τὸ 25% τῆς διάρκειάς τους. Στὴν περίπτωση τῶν ἀντικειμένων τουριστικῆς προπαγάνδας ἡ ὁποία ἀναφέρεται στὸ η) τῆς παραγράφου IV τὸ ποσοστὸ αὐτὸ ἀφορᾶ μόνο τὴν ἰδιωτικὴ διαφήμιση.

Γ2

Ὀπτικὸ καὶ ἀκουστικὸ ὑλικὸ ἐκπαιδευτικοῦ, ἐπιστημονικοῦ ἢ μορφωτικοῦ χαρακτήρα.

Μὲ τὴν ἐπιφύλαξη ὅτι θὰ εἰσάγεται ἀπὸ ὀργανισμοὺς (στοὺς ὁποίους συμπεριλαμβάνονται ἀνάλογα μὲ τὴν ἐπι-

*Ἡ ἀτελὴς εἰσαγωγὴ κινηματογραφικῶν ταινιῶν ποὺ παρουσιάζονται καὶ ἐμφανίζονται γιὰ νὰ τὶς προβάλει καὶ νὰ τὶς ἐκμεταλλευτεῖ τὸ δημόσιο, μπορεῖ νὰ περιοριστεῖ στὰ ἀρνητικὰ μὲ τὴν προϋπόθεση ὅτι ὁ περιορισμὸς αὐτὸς δὲν ἐφαρμόζεται στὶς ταινίες (συμπεριλαμβανομένων τῶν ἐπικαίρων) ποὺ γίνονται δεκτὲς ἀτελῶς, βάσει τῶν διατάξεων τοῦ παραρτήματος Γ2 τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου.

θυμία τῆς χώρας εἰσαγωγῆς οἱ ὀργανισμοὶ ραδιοφωνίας καὶ τηλεοράσεως) ἢ ἀπὸ ὁποιοδήποτε ἄλλο ἵδρυμα ἢ ἕνωση, δημόσια ἢ ἰδιωτικά, ἐξουσιοδοτημένα ἀπὸ τὶς ἁρμόδιες ἀρχὲς τῆς χώρας εἰσαγωγῆς νὰ τὸ εἰσάγουν ἀτελῶς, ἢ ὅτι θὰ παράγεται ἀπὸ τὸν Ὀργανισμὸ Ἡνωμένων Ἐθνῶν ἢ ἀπὸ μία ἀπὸ τὶς εἰδικευμένες ὀργανώσεις του, ὀπτικὸ καὶ ἀκουστικὸ ὑλικὸ ἐκπαιδευτικοῦ, ἐπιστημονικοῦ ἢ μορφωτικοῦ χαρακτήρα ὅπως :

Ι. Ταινίες, σταθερὲς ταινίες, μικροταινίες καὶ διαφάνειες.

ΙΙ. Ταινίες ἐπικαίρων (μὲ ἢ χωρὶς ἦχο) ποὺ παρουσιάζουν γεγονότα ἐπίκαιρα κατὰ τὴν ἐποχὴ τῆς εἰσαγωγῆς καὶ εἰσάγονται μὲ σκοπὸ νὰ ἀναπαραχθοῦν εἴτε ὡς ἀρνητικά, ἐκτυπωμένα καὶ ἐμφανισμένα, εἴτε ὡς θετικά, ἐκτεθειμένα καὶ ἐμφανισμένα. Ἡ ἀτέλεια μπορεῖ νὰ περιορίζεται σὲ δύο κόπιες γιὰ κάθε ταινία.

ΙΙΙ. Ταινίες ἀπὸ ἀρχεῖα (μὲ ἢ χωρὶς ἦχο) ποὺ προορίζονται νὰ συνοδεύουν ταινίες ἐπικαίρων.

IV. Ψυχαγωγικὲς ταινίες κατάλληλες ἰδίως γιὰ παιδιὰ καὶ νέους.

V. Ἠχογραφήσεις.

VI. Ταινίες βίντεο, ταινίες κινητοσκοπικὲς (κινεσκόπ), δίσκοι βίντεο, βιντεογραφήματα κι ἄλλες μορφὲς ἐγγραφῆς τοῦ ἤχου καὶ τῆς εἰκόνας.

VII. Μικρο-καρτέλες, μικρο-δελτία καὶ μαγνητικὰ ἢ ἄλλα στηρίγματα τὰ ὁποῖα χρησιμοποιοῦνται ἀπὸ τὶς ὑπηρεσίες πληροφορήσεως καὶ τεκμηριώσεως μέσω ἠλεκτρονικῶν προγραμματιστῶν.

VIII. Ὑλικὸ προγραμματισμένης ἐκπαιδεύσεως, μερικὲς φορὲς σὲ μορφὴ προθηκῶν ποὺ συνοδεύεται ἀπὸ ἀντίστοιχο ἔντυπο ὑλικό, συμπεριλαμβανομένου καὶ τοῦ ὑλικοῦ μὲ μορφὴ βιντεοκασέτας ἢ ἁπλῆς κασέτας.

IX. Διαφάνειες. Σ' αὐτὲς περιλαμβάνονται ὅσες προορίζονται γιὰ ἀπευθείας προβολὴ ἢ ἀνάγνωση μὲ ὀπτικὴ συσκευή.

X. «Ὁλογραφήματα» γιὰ προβολὴ μὲ λέιζερ.

XI. Μακέτες ἢ ὀπτικὰ μοντέλα σὲ σμίκρυνση ποὺ ἀνάγονται σὲ ἀφηρημένες συλλήψεις, ὅπως μοριακὲς δομὲς ἢ μαθηματικοὺς τύπους.

XII. Παιχνίδια μὲ ποικίλους τρόπους παρουσιάσεως («μουλτιμέντια»).

Δ'

Ἐπιστημονικὰ ὄργανα καὶ συσκευές.

Ι. Ἐπιστημονικὰ ὄργανα καὶ συσκευὲς μὲ τὴν ἐπιφύλαξη ὅτι :

α) Θὰ προορίζονται γιὰ δημόσια ἢ ἰδιωτικὰ ἐκπαιδευτικὰ ἱδρύματα, ἐξουσιοδοτημένα ἀπὸ τὶς ἁρμόδιες ἀρχὲς τῆς χώρας εἰσαγωγῆς νὰ εἰσάγουν τὰ παραπάνω ἀντικείμενα ἀτελῶς. Τὰ ἀντικείμενα αὐτὰ πρέπει νὰ χρησιμοποιοῦνται γιὰ μὴ ἐμπορικοὺς σκοπούς, ὑπὸ τὸν ἔλεγχο καὶ τὴν εὐθύνη τῶν ἀνωτέρω ἱδρυμάτων.

β) Δὲν κατασκευάζονται πρὸς τὸ παρὸν στὴ χώρα εἰσαγωγῆς ὄργανα ἢ συσκευὲς ἰσοδύναμης ἐπιστημονικῆς ἀξίας.

ΙΙ. Ἀνταλλακτικά, εἰδικὰ στοιχεῖα ἢ ἐξαρτήματα ποὺ προσαρμόζονται στὰ ἐπιστημονικὰ ὄργανα ἢ συσκευὲς ἐφόσον τὰ παραπάνω ἀνταλλακτικά, στοιχεῖα ἢ ἐξαρτήματα εἰσάγονται ταυτόχρονα μὲ αὐτὰ τὰ ὄργανα ἢ ἐὰν εἰσάγονται μὲν χρονικὰ μεταγενέστερα εἶναι ὅμως πρόδηλο ὅτι προορίζονται γιὰ ὄργανα ἢ συσκευὲς ποὺ ἔχουν γίνει προηγουμένως δεκτὰ ἀτελῶς ἢ μποροῦν νὰ τύχουν τοῦ εὐεργετήματος τῆς ἀτέλειας.

ΙΙΙ. Ἐργαλεῖα ποὺ χρησιμοποιοῦνται γιὰ τὴ συντήρηση, τὸν ἔλεγχο, τὴ ρύθμιση ἢ τὴν ἐπισκευὴ τῶν ἐπιστημονικῶν ὀργάνων, μὲ τὴν προϋπόθεση ὅτι τὰ ἐργαλεῖα αὐτὰ εἰσάγονται ταυτόχρονα μὲ τὰ παραπάνω ὄργανα ἢ συσκευὲς ἢ ἂν εἰσάγονται ἀργότερα νὰ εἶναι πρόδηλο ὅτι προορίζονται γιὰ ὄργανα ἢ συσκευὲς ποὺ ἔχουν γίνει προηγουμένως δεκτὰ ἀτελῶς καὶ ἐπιπλέον νὰ μὴν κατασκευάζονται ἐργαλεῖα ἰσοδύναμης ἐπιστημονικῆς ἀξίας στὴ χώρα εἰσαγωγῆς.

Ε'

Ἀντικείμενα ποὺ προορίζονται γιὰ τοὺς τυφλοὺς καὶ ἄλλα μειονεκτικὰ ἄτομα.

Ι. Κάθε ἀντικείμενο ποὺ ἔχει ἐπινοηθεῖ εἰδικὰ γιὰ τὴν ἐκπαιδευτική, ἐπιστημονικὴ ἢ μορφωτικὴ προαγωγὴ τῶν τυφλῶν καὶ εἰσάγεται κατευθείαν ἀπὸ ἱδρύματα ἢ ὀργανισμοὺς γιὰ τὴν ἐκπαίδευση ἢ βοήθεια τῶν τυφλῶν, τὰ ὁποῖα ἔχουν ἐξουσιοδοτηθεῖ ἀπὸ τὶς ἁρμόδιες ἀρχὲς τῆς χώρας εἰσαγωγῆς νὰ εἰσάγουν τὰ ἀντικείμενα αὐτὰ ἀτελῶς. Στὴν κατηγορία αὐτὴ περιλαμβάνονται :

α) «Ὁμιλοῦντα» βιβλία (δίσκοι, κασέτες κι ἄλλες ἀναπαραγωγὲς τοῦ ἤχου), βιβλία μὲ μεγάλους χαρακτῆρες.

β) Ἠλεκτρόφωνα καὶ κασετόφωνα ποὺ ἔχουν ἐπινοηθεῖ εἰδικὰ ἢ προσαρμόστηκαν γιὰ τὶς ἀνάγκες τῶν τυφλῶν κι ἄλλων μειονεκτικῶν ἀτόμων καὶ εἶναι ἀπαραίτητα γιὰ τὴν ἀκρόαση τῶν «ὁμιλούντων» βιβλίων.

γ) Οἱ συσκευὲς ποὺ ἐπιτρέπουν στοὺς τυφλοὺς καὶ στοὺς ἀμβλύωπες νὰ διαβάζουν τὰ κανονικὰ τυπωμένα κείμενα π.χ. οἱ ἠλεκτρονικὲς μηχανὲς ἀναγνώσεως, οἱ τηλε-μεγεθυντικὲς καὶ οἱ ὀπτικὲς ἐπιβοηθητικὲς μηχανές.

δ) Ὁ ἐξοπλισμὸς ποὺ προορίζεται γιὰ τὴ μηχανοποιημένη ἢ αὐτοματοποιημένη παραγωγὴ ὑλικοῦ γραφῆς μπράιγ καὶ ἠχογραφήσεων, ὅπως οἱ διατρητικὲς μηχανὲς καὶ οἱ ἠλεκτρονικὲς μηχανὲς μεταγραφῆς καὶ ἐκτυπώσεως τῆς γραφῆς μπράιγ καὶ οἱ τερματικὲς ἠλεκτρονικῶν προγραμματιστῶν μὲ συστήματα παραγωγῆς ἐντύπων σὲ γραφὴ μπράιγ.

ε) Τὸ χαρτὶ μπράιγ, οἱ μαγνητοταινίες καὶ οἱ κασέτες ποὺ προορίζονται γιὰ τὴν κατασκευὴ βιβλίων μπράιγ καὶ «ὁμιλούντων» βιβλίων.

στ) Τὰ βοηθητικὰ ἐξαρτήματα ποὺ ἀποσκοποῦν στὴ διευκόλυνση τῆς κινητικότητας τῶν τυφλῶν, π.χ. οἱ ἠλεκτρονικὲς συσκευὲς προσανατολισμοῦ καὶ ἀνιχνεύσεως τῶν ἐμποδίων καὶ οἱ λευκὲς ράβδοι.

ζ) Τὰ βοηθητικὰ ἐξαρτήματα γιὰ τὴν ἐκπαίδευση, τὴν προσαρμογὴ καὶ τὴν ἐπαγγελματικὴ κατάρτιση καθὼς καὶ γιὰ τὴ χρήση τῶν τυφλῶν, ὅπως τὰ ρολόγια μπράιγ, οἱ γραφομηχανὲς μπράιγ, τὰ παιδαγωγικὰ σύνεργα, συσκευὲς σχεδιασμένες εἰδικὰ γιὰ νὰ χρησιμοποιοῦνται ἀπὸ τοὺς τυφλούς.

ΙΙ. Ὅλα τὰ ἀντικείμενα ποὺ ἔχουν ἐπινοηθεῖ εἰδικὰ γιὰ τὴν ἐκπαίδευση, χρήση καὶ κοινωνικὴ προαγωγὴ τῶν ἄλλων μειονεκτικῶν, ἀπὸ φυσικὴ ἢ διανοητικὴ ἄποψη ἀτόμων, τὰ ὁποῖα εἰσάγονται κατευθείαν ἀπὸ ἱδρύματα ἢ ὀργανισμοὺς γιὰ τὴ μόρφωση ἢ τὴ βοήθεια πρὸς τὰ πρόσωπα αὐτὰ ἐξουσιοδοτημένα ἀπὸ τὶς ἁρμόδιες ἀρχὲς τῆς χώρας εἰσαγωγῆς νὰ εἰσάγουν τὰ ἀνωτέρω ἀντικείμενα ἀτελῶς, μὲ τὴν ἐπιφύλαξη ὅτι ἀντίστοιχα ἀντικείμενα δὲν κατασκευάζονται ἐπὶ τοῦ παρόντος στὴ χώρα εἰσαγωγῆς.

ΣΤ'

Ἀθλητικὰ εἴδη.

Ἀθλητικὰ εἴδη ποὺ προορίζονται ἀποκλειστικὰ γιὰ ἐρασιτεχνικὲς ἀθλητικὲς ἑνώσεις ἢ ὁμάδες, ἐξουσιοδοτημένες ἀπὸ τὶς ἁρμόδιες ἀρχὲς τῆς χώρας εἰσαγωγῆς νὰ εἰσάγουν τὰ ἀνωτέρω ἀντικείμενα ἀτελῶς, μὲ τὴν ἐπιφύλαξη ὅτι ἀντίστοιχα εἴδη δὲν κατασκευάζονται ἐπὶ τοῦ παρόντος στὴ χώρα εἰσαγωγῆς.

Ζ'

Ὄργανα καὶ ἄλλος μουσικὸς ἐξοπλισμός.

Ὄργανα καὶ ἄλλος μουσικὸς ἐξοπλισμὸς ποὺ προορίζονται

ἀποκλειστικὰ γιὰ πολιτιστικὰ ἱδρύματα ἢ γιὰ σχολὲς μουσικῆς ποὺ ἔχουν ἐξουσιοδοτηθεῖ ἀπὸ τὶς ἁρμόδιες ἀρχὲς τῆς χώρας εἰσαγωγῆς νὰ εἰσάγουν τὰ παραπάνω ἀντικείμενα ἀτελῶς, μὲ τὴν ἐπιφύλαξη ὅτι ἐπὶ τοῦ παρόντος ἀντίστοιχα ὄργανα καὶ ἄλλα εἴδη δὲν κατασκευάζονται στὴ χώρα εἰσαγωγῆς.

Η'

Ὕλες καὶ μηχανήματα γιὰ τὴν κατασκευὴ βιβλίων, ἐντύπων καὶ ἐνημερωτικῶν μέσων.

I. Ὕλες γιὰ τὴν κατασκευὴ βιβλίων, ἐντύπων καὶ ἐνημερωτικῶν μέσων (χαρτόμαζα, χρησιμοποιημένο χαρτί, χαρτὶ ἐφημερίδας καὶ ἄλλα εἴδη χαρτιοῦ ποὺ χρησιμεύουν στὴν ἐκτύπωση, τυπογραφικὰ μελάνια, κόλλες κ.λ.π.).

II. Μηχανήματα γιὰ τὴν ἐπεξεργασία τοῦ χαρτοπολτοῦ καὶ τοῦ χαρτιοῦ. Μηχανήματα γιὰ τὴν ἐκτύπωση καὶ τὴν βιβλιοδεσία μὲ τὴν ἐπιφύλαξη ὅτι μηχανήματα ἰσοδύναμης τεχνικῆς ἀξίας δὲν κατασκευάζονται ἐπὶ τοῦ παρόντος στὴ χώρα εἰσαγωγῆς.

Ἄρθρο δεύτερο.

Ἡ ἰσχὺς τοῦ νόμου αὐτοῦ ἀρχίζει ἀπὸ τὴν 1.1.1981, τοῦ δὲ Πρωτοκόλλου ὅπως ὁρίζεται σ' αὐτὸ ἐκτὸς ἀπὸ τὰ Τμήματα II καὶ IV αὐτοῦ καὶ τὰ Παραρτήματα C1, F, G καὶ Η τῶν ὁποίων ἡ ἰσχύς, τελοῦσα ὑπὸ τὴν ἐπιφύλαξη τῆς παραγράφου 16α τοῦ Πρωτοκόλλου, θὰ τεθοῦν σὲ ἰσχὺ μὲ Προεδρικὸ Διάταγμα τὸ ὁποῖο θὰ ἐκδοθεῖ μὲ κοινὴ Πρόταση τῶν Ὑπουργῶν Ἐξωτερικῶν καὶ Οἰκονομικῶν, γιὰ ἐναρμόνιση πρὸς τὰ ἰσχύοντα στὴν Εὐρωπαϊκὴ Οἰκονομικὴ Κοινότητα.

Παραγγέλλομεν νὰ δημοσιευθῇ στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως τὸ κείμενον τοῦ παρόντος καὶ νὰ ἐκτελεσθῇ ὡς νόμος τοῦ Κράτους.

Ἀθῆναι 21 Δεκεμβρίου 1982

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ Γ. ΚΑΡΑΜΑΝΛΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΘΝ. ΠΑΙΔΕΙΑΣ ΚΑΙ ΘΡΗΣΚΕΥΜΑΤΩΝ
ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΚΑΚΛΑΜΑΝΗΣ

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ
ΔΗΜ. ΚΟΥΛΟΥΡΙΑΝΟΣ

ΠΟΛΙΤΙΣΜΟΥ ΚΑΙ ΕΠΙΣΤΗΜΩΝ
Α. - Μ. (ΜΕΛΙΝΑ) ΜΕΡΚΟΥΡΗ

Θεωρήθηκε καὶ τέθηκε ἡ Μεγάλη Σφραγίδα τοῦ Κράτους.

Ἀθῆναι, 23 Δεκεμβρίου 1982

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΓΕΩΡΓΙΟΣ - ΑΛΕΞΑΝΔΡΟΣ ΜΑΓΚΑΚΗΣ

Η ΥΠΗΡΕΣΙΑ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ
ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΕΙ ΟΤΙ:

Ἡ ἐτήσια συνδρομὴ τῆς Ἐφημερίδας τῆς Κυβερνήσεως, ἡ τιμὴ τῶν φύλλων της πού πωλοῦνται τμηματικὰ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων στὴν Ἐφημερίδα τῆς Κυβερνήσεως, καθορίσθηκαν ἀπὸ 1 Ἰανουαρίου 1981 ὡς ἀκολούθως:

Α'. ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ

1. Γιὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	1.500
2. » » » Β'	»	3.000
3. » » » ΤΑΠΣ	»	2.000
4. » » » Γ'	»	1.000
5. » » » Δ'	»	2.500
6. » » » Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λπ.	»	1.000
7. » » » Ἀν. Εἰδ. Δικαστηρίου	»	200
8. » » » Παράρτημα	»	600
9. » » » Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κ.λπ.	»	7.000
10. » » Δελτίο Ἐμπορικῆς καὶ Βιομηχανικῆς Ἰδιοκτησίας	»	600
11. Γιὰ ὅλα τὰ τεύχη καὶ τὸ Δ.Ε.Β.Ι.	»	17.000

Οἱ Δῆμοι καὶ οἱ Κοινότητες τοῦ Κράτους καταβάλλουν τὸ 1/2 τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν.

Ὑπὲρ τοῦ Ταμείου Ἀλληλοβοηθείας Προσωπικοῦ τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου (ΤΑΠΕΤ) ἀναλογοῦν τὰ ἑξῆς ποσά:

1. Γιὰ τὸ Τεῦχος Α'	Δραχ.	75
2. » » » Β'	»	150
3. » » » ΤΑΠΣ	»	100
4. » » » Γ'	»	50
5. » » » Δ'	»	125
6. » » » Νομικῶν Προσώπων Δ.Δ. κ.λπ.	»	50
7. » » » Ἀν. Εἰδ. Δικαστηρίου	»	10
8. » » » Παράρτημα	»	30
9. » » » Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν κ.λπ.	»	350
10. » » Δελτίο Ἐμπ. καὶ Βιομ. Ἰδιοκτησίας	»	30
11. Γιὰ ὅλα τὰ τεύχη	»	850

Β'. ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ

Ἡ τιμὴ πωλήσεως κάθε φύλλου, μέχρις 8 σελ., εἶναι 7 δρχ., ἀπὸ 9 ὡς 24 σελ. 14 δρχ., ἀπὸ 25 ὡς 48 σελ. 20 δρχ., ἀπὸ 49 ὡς 80 σελ. 40 δρχ. ἀπὸ 81 σελ. καὶ ἄνω ἡ τιμὴ πωλήσεως κάθε φύλλου προσαυξάνεται κατὰ 40 δρχ. ἀνὰ 80 σελίδες.

Γ'. ΤΙΜΗ ΦΩΤΟΑΝΤΙΓΡΑΦΩΝ

Ἡ τιμὴ διαθέσεως στὸ κοινὸ τῶν ἐκδιδομένων ἀπὸ τὸ Ἐθνικὸ Τυπογραφεῖο φωτοαντιγράφων τῶν διαφόρων φύλλων τῆς Ἐφημερίδας τῆς Κυβερνήσεως καθορίζεται σὲ τρεῖς (3) δραχμὲς κατὰ σελίδα.

Δ'. ΤΕΛΗ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ

Ι. Στὸ τεῦχος Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν καὶ Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

Α'. Ἀνωνύμων Ἑταιρειῶν:

1. Τῶν καταστατικῶν	Δρχ.	18.000
2. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ συγχωνεύσεως ἀνωνύμων ἑταιρειῶν»	»	18.000
3. Τῶν κωδικοποιήσεων τῶν καταστατικῶν (ΦΕΚ 309/67,τ. Β')	»	9.000
4. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	5.000
5. Τῶν ἰσολογισμῶν κάθε χρήσεως	»	8.000
6. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων «περὶ παροχῆς ἀδείας ἐπεκτάσεως τῶν ἐργασιῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν», τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Δ.Σ. τοῦ ΕΛΤΑ, μὲ τὶς ὁποῖες ἐγκρίνονται καὶ δημοσιεύονται οἱ κανονισμοὶ αὐτοῦ	»	7.000
7. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ ἐγκαταστάσεως ὑποκαταστήματος, διορισμοῦ γενικοῦ πράκτορος καὶ παροχῆς πληρεξουσιότητος πρὸς ἀντιπροσώπευσιν ἐν Ἑλλάδι ἀλλοδαπῶν Ἑταιρειῶν» καὶ τῶν ἀποφάσεων «περὶ μεταβιβάσεως τοῦ χαρτοφυλακίου Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν κατὰ τὸ ἄρθρο 59 παρ. 1 τοῦ Ν.Δ. 400/70»	»	4.000
8. Τῶν ἀνακοινώσεων γιὰ κάθε μεταβολὴ ποὺ γίνεται μὲ ἀπόφαση Γ.Σ. ἢ Δ.Σ., τῶν προσκλήσεων σὲ γενικὲς συνελεύσεις, τῶν κατὰ τὸ ἄρθρο 32 τοῦ Ν. 3221/24 γνωστοποιήσεων, τῶν ἀνακοινώσεων, ποὺ προβλέπονται ἀπὸ τὸ ἄρθρο 59 παρ. 3 τοῦ Ν.Δ. 400/1970 «περὶ Ἀλλοδαπῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν», τῶν ἀποφάσεων τοῦ Διοικητικοῦ Συμβουλίου τοῦ ΕΛΤΑ, ποὺ ἀναφέρονται σὲ προσωρινὲς διατάξεις καὶ τῶν ἀποφάσεων τοῦ Ὑπ. Συγκοινωνιῶν διὰ τοὺς ΗΛΠΑΠ - ΗΣΑΠ - ΟΣΕ	»	2.000
9. Τῶν συνοπτικῶν μηνιαίων καταστάσεων τῶν Τραπεζικῶν Ἑταιρειῶν	»	2.000
10. Τῶν ἀποφάσεων τῆς ἐπιτροπῆς τοῦ Χρηματιστηρίου «περὶ εἰσαγωγῆς χρεωγράφων εἰς τὸ χρηματιστήριον πρὸς διαπραγμάτευσιν, συμφώνως πρὸς τὰ διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 3 Α.Ν. 148/1967	Δρχ.	2.000
11. Τῶν ἀποφάσεων τῆς ἐπιτροπῆς κεφαλαιαγορᾶς «περὶ διαγραφῆς χρεωγράφων ἐκ τοῦ χρηματιστηρίου, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τοῦ ἄρθρου 2 παρ. 4 Α.Ν. 148/67»	»	2.000
12. Τῶν ἀποφάσεων «περὶ ἐγκρίσεως τιμολογίων τῶν Ἀσφαλιστικῶν Ἑταιρειῶν»	»	2.000

Β'. Ἑταιρειῶν Περιωρισμένης Εὐθύνης:

1. Τῶν καταστατικῶν	Δρχ.	2.000
2. Τῶν κωδικοποιήσεων τῶν καταστατικῶν	»	2.000
3. Τῶν ἰσολογισμῶν κάθε χρήσεως	»	2.500
4. Τῶν ἐκθέσεων ἐκτιμήσεως περιουσιακῶν στοιχείων	»	2.000
5. Τῶν τροποποιήσεων τῶν καταστατικῶν (γιὰ κάθε συμβολαιογραφικὴ πράξη)	»	800
6. Τῶν ἀνακοινώσεων μὲ συμβολαιογραφικὴ πράξη	»	800
7. Τῶν ἀνακοινώσεων μὲ ἀπόφαση τῆς Γ.Σ.	»	600
8. Τῶν προσκλήσεων σὲ γενικὲς συνελεύσεις	»	600

Γ'. Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων καὶ Φιλανθρωπικῶν Σωματείων:

1. Τῶν ὑπουργικῶν ἀποφάσεων «περὶ χορηγήσεως ἀδείας λειτουργίας Ἀλληλασφαλιστικῶν Συνεταιρισμῶν - Ἀλληλασφαλιστικῶν Ταμείων»	Δρχ.	2.000
2. Τῶν ἰσολογισμῶν τῶν ἀνωτέρω Συνεταιρισμῶν, Ταμείων καὶ Σωματείων	»	2.500
Δ'. Τῶν δικαστικῶν πράξεων:	Δρχ.	800

ΙΙ. Στὸ Τέταρτο τεῦχος:

Τῶν δικαστικῶν πράξεων γιὰ παρακατάθεση ἀποζημιώσεως	»	800

Ε'. ΚΑΤΑΒΟΛΗ ΣΥΝΔΡΟΜΩΝ - ΤΕΛΩΝ ΔΗΜΟΣΙΕΥΣΕΩΝ ΚΑΙ ΠΟΣΟΣΤΩΝ Τ.Α.Π.Ε.Τ.

1. Οἱ συνδρομὲς τοῦ ἐσωτερικοῦ καὶ τὰ τέλη δημοσιεύσεων προκαταβάλλονται στὰ Δημόσια Ταμεῖα ἔναντι ἀποδεικτικοῦ εἰσπράξεως, τὸ ὁποῖο φροντίζει ὁ ἐνδιαφερόμενος νὰ τὸ στείλει στὸ Ἐθνικὸ Τυπογραφεῖο.

2. Οἱ συνδρομὲς τοῦ ἐξωτερικοῦ εἶναι δυνατὸ νὰ στέλνονται καὶ σὲ ἀνάλογο συνάλλαγμα μὲ ἐπιταγὴ ἐπ' ὀνόματι τοῦ Διευθυντῆ Διαχειρίσεως τοῦ Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου.

3. Τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστὸ ἐπὶ τῶν ἀνωτέρω συνδρομῶν καὶ τελῶν δημοσιεύσεων καταβάλλεται ὡς ἑξῆς:

α) στὴν Ἀθήνα: στὸ Ταμεῖο τοῦ ΤΑΠΕΤ (Κατάστημα Ἐθνικοῦ Τυπογραφείου),

β) στὶς ὑπόλοιπες πόλεις τοῦ Κράτους: στὰ Δημόσια Ταμεῖα καὶ ἀποδίδεται στὸ ΤΑΠΕΤ σύμφωνα μὲ τὶς 192378/3639/1947 (ΡΟΝΕΟ 185) καὶ 178048/5321/31.7.65 (ΡΟΝΕΟ 139) ἐγκύκλιες διαταγὲς τοῦ Γ.Λ.Κ.

γ) στὶς περιπτώσεις συνδρομῶν ἐξωτερικοῦ: ὅταν ἡ ἀποστολή τους γίνεται μὲ ἐπιταγὲς μαζὶ μ' αὐτὲς στέλνεται καὶ τὸ ὑπὲρ τοῦ ΤΑΠΕΤ ποσοστό.

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ